

[Traduction]

LES FINANCES—L'AIDE FINANCIÈRE DESTINÉE À LA
RECHERCHE ET AU DÉVELOPPEMENT

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, le 1^{er} juin 1978, le ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie (M. Buchanan) a annoncé une nouvelle politique scientifique pour le Canada. Il a déclaré que le gouvernement essaierait de consacrer .5 p. 100 du produit national brut à la recherche et au développement d'ici 1983.

● (2222)

Quand le ministre a fait cette déclaration, certains dont moi ont fait remarquer qu'il fixait un objectif pour cinq ans qui serait bien inférieur à celui de la plupart des autres pays industrialisés du monde occidental. J'ai fait remarquer au ministre que des pays tels que l'Allemagne de l'Ouest, le Japon et les États-Unis avaient déjà consacré plus de 2 p. 100 de leur produit national brut à la recherche et au développement scientifiques. Tout ce que le ministre a promis, c'est que dans cinq ans nous n'y consacrerions même pas ce que les autres pays dépensent actuellement dans ce domaine.

Cette semaine, six documents de fond émanant du département d'État chargé de la Science et de la Technologie ont confirmé nos inquiétudes. Ils ont montré que les efforts faits dans le domaine de la recherche et du développement avaient été insuffisants pour permettre à notre économie de rester concurrentielle sur le plan international. Ces documents ont montré que les dépenses effectuées par le Canada au titre de la recherche et du développement n'avaient représenté que de 0.92 p. 100 de notre PNB. Ces documents indiquaient par ailleurs que ce pourcentage était extrêmement faible comparé à celui enregistré dans les pays développés. On y mentionne certains autres pays et le budget qu'ils consacrent à ce secteur. Les documents indiquent que dans la plupart des pays industrialisés, de 50 à 65 p. 100 de la recherche et du développement est effectué par les entreprises commerciales alors qu'au Canada, ce pourcentage est de 40 p. 100 seulement.

Le ministre propose donc actuellement que les Canadiens et le gouvernement du Canada accordent aux entreprises commerciales de ce pays et en particulier aux multinationales d'autres avantages afin de les persuader à intensifier la recherche et le développement chez nous. En dépit du fait qu'une série de programmes de ce type aient été lancés ces dernières années—PAIT, DIP et autres—aucun d'entre eux n'est parvenu à persuader les industriels canadiens et en particulier des dirigeants de filiales canadiennes de multinationales qui effectuent presque toutes leurs activités de recherche et de développement dans leur pays d'origine, surtout aux États-Unis. Malgré cela, malgré son objectif lamentable et sans attendre de voir si ces nouveaux programmes avaient été efficaces, le gouvernement, dans le cadre de son programme de restrictions a annoncé d'importantes restrictions budgétaires dans le domaine de la recherche et du développement scientifiques.

J'ai posé cette question au ministre des Finances (M. Chrétien) il y a quelques semaines. À la lumière des restrictions qui avaient été annoncées, je lui ai demandé si le gouvernement avait fixé une nouvelle date à l'échéance de laquelle on pourrait s'attendre que le gouvernement, les universités et les sociétés de ce pays consacraient 1.5 p. 100 du PNB à la recherche et au développement. Le 1^{er} juin, le ministre des

L'ajournement

Finances a annoncé ce pourcentage. Il a déclaré qu'on n'avait pas fixé de nouvelle date et que le gouvernement revoyait ses priorités.

J'ai posé une question supplémentaire au ministre et lui ai demandé qu'il nous explique quelles réductions étaient effectuées dans les secteurs où le Canada arrive au premier rang—et surtout dans ceux qui procurent un emploi rentable à bon nombre de Canadiens—l'agriculture, les pêches et les forêts. Le ministre a répliqué que l'on n'avait pas imposé de restrictions à la recherche scientifique en agriculture.

J'aimerais expliquer où nous en sommes. Pour l'année qui vient, on a prévu des restrictions budgétaires de 8.5 millions de dollars au ministère de l'Agriculture. Un des projets éliminés comprenait l'octroi de 3 millions de dollars au laboratoire de recherche de Lethbridge. Au ministère de l'Environnement, on a procédé à une réduction de 11.7 millions de dollars dans le secteur de la recherche scientifique, y compris 2.8 millions de dollars consacré à un centre de recherche sur l'environnement à Terre-Neuve et un centre de recherche sur la sylviculture dans les provinces maritimes.

● (2227)

Au ministère des Pêches, qui occupe un rôle de plus en plus important à cause de la limite des 200 milles marins et l'espoir que pour la première fois les dizaines de milliers d'employés des pêcheries maritimes commenceront à jouir d'un niveau de vie convenable, que constatons-nous? Nous assistons dans ce ministère à une réduction budgétaire globale de 11.9 millions de dollars des dépenses consacrées au soutien scientifique avec par exemple une réduction de 2 millions de dollars au titre du programme de développement technologique qui va être réduit et transféré ultérieurement au secteur privé.

Je trouve complètement aberrant, tout comme d'ailleurs les gens qui font de la recherche scientifique et ceux qui en bénéficient, que le gouvernement puisse procéder à ces réductions sans considérer leurs graves répercussions non seulement sur les industries concernées mais sur la population canadienne dans son ensemble. J'invite donc instamment le gouvernement à revoir sa position et à rétablir ce qui constituait déjà un soutien très insuffisant en soi au secteur de la recherche scientifique.

M. Maurice Harquail (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie): Monsieur l'Orateur, je voudrais d'abord m'adresser au député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) et le remercier de m'avoir permis de fournir certaines données relatives à la position du gouvernement vis-à-vis de la recherche et du développement.

Comme le député l'a rappelé, le ministre chargé de la Science et de la Technologie a déclaré sans équivoque en juin dernier que le gouvernement attachait beaucoup d'importance à ce secteur clé de l'économie canadienne. Le ministre a dit que les dépenses prévues pour la recherche et le développement atteindraient 1.5 p. 100 du produit national brut en 1983. Tel est l'objectif fixé, et je pense que le ministre a su exposer clairement la position du gouvernement.

Les Canadiens verront également que le gouvernement canadien achète chaque année pour 4 milliards de dollars de biens et services. Le gouvernement a décidé de modifier ses méthodes d'achat de manière à stimuler la recherche et le développement dans nos industries.